

SOMMAIRE DU N° 1-2007

Première Partie. — Doctrine et Chroniques.

- Dominique TURPIN. — *La loi n° 2006-911 du 24 juillet 2006 relative à l'immigration et à l'intégration: choisir pour ne plus subir?* 1
- Arnaud NUYS. — *Le règlement communautaire sur l'obtention des preuves: un instrument exclusif?* 53

Deuxième Partie. — Jurisprudence.

I. — NATIONALITÉ.

.....

II. — CONDITION DES ÉTRANGERS.

.....

III. — CONFLITS DE LOIS.

Convention de Rome du 19 juin 1980. — Article 7-2. — Loi de police. — Article 311-37 C. consom. — Compétence du tribunal d'instance. — Cour de cassation (1^{re} Ch. civ.), 23 mai 2006, note Delphine Cocteau-Senn, p. 85.

IV. — CONFLITS DE JURIDICTIONS.

Convention de La Haye du 25 octobre 1980. — Enlèvement international d'enfant. — Demande de retour immédiat. — Article 13, alinéa 1^{er}, b). — Exception de danger physique ou psychique. — Cour de cassation (1^{re} Ch. civ.), 14 février 2006, note Estelle Gallant, p. 96.

Faillite. — Compétence internationale. — Société de siège étranger. — Établissement situé sur le territoire français. — Article 1^{er}, D. 27 décembre 1985. — Compétence des juridictions françaises. — Liquidation judiciaire de la société.

Faillite. — Compétence spéciale. — Société de siège étranger. — Établissement immatriculé en France. — Centre principal des intérêts. — Tribunal de commerce du lieu d'immatriculation. — Cour de cassation (1^{re} Ch. civ.), 21 mars 2006, note Georges Khairallah, p. 105.

Immunités. — État étranger. — Immunité d'exécution. — Bénéfice. — Conditions. — Souveraineté de l'État. — Reconnaissance. — Portée.

Immunités. — État étranger. — Immunité d'exécution. — Bénéfice. — Renonciation. — Défaut. — Effet. — Cour de cassation (1^{re} Ch. civ.), 25 avril 2006, note Sophie Lemaire, p. 113.

Arbitrage international. — Compétence de la juridiction étatique. — Convention d'arbitrage. — Inapplicabilité manifeste. — Caractérisation. — Défaut. — Portée. — Cour de cassation (1^{re} Ch. civ.), 25 avril, 23 mai et 11 juillet 2006 (3 arrêts), note Fabienne Jault-Seseke, p. 128.

V. — COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES.

Compétence judiciaire en matière civile. — Règlement (CE) n° 44/2001. — Interprétation de l'article 15. — Compétence en matière de contrats conclus par les consommateurs. — Promesse de gain. — Publicité trompeuse. — Décision judiciaire statuant sur la compétence. — Force de la chose jugée. — Réouverture en instance d'appel. — Sécurité juridique. — Primauté du droit communautaire. — Article 10 CE. — Cour de justice des Communautés européennes, 16 mars 2006 (aff. C-234/04), note Stéphanie Francq, p. 140.

Convention de Bruxelles du 27 septembre 1968. — Compétence en matière d'assurances (art. 7 à 12 bis). — Article 9. — Assurance de responsabilité. — Définition. — Portée. — Cour de cassation (1^{re} Ch. civ.), 10 mai 2006, note Anne Sinay-Cytermann, p. 157.

Convention de Bruxelles du 27 septembre 1968. — Reconnaissance et exécution des décisions judiciaires. — Article 27, § 3. — Reconnaissance. — Conditions. — Décision non inconciliable avec une décision rendue entre les mêmes parties dans l'État requis. — Décision n'ayant pas l'autorité de la chose jugée sur le fond. — Absence d'influence. — Cour de cassation (1^{re} Ch. civ.), 20 juin 2006, note Jean-Pierre Rémy, p. 164.

Compétence judiciaire en matière civile. — Règlement (CE) n° 44/2001. — Article 6, point 1. — Pluralité de défendeurs. — Action intentée dans un État membre contre une personne en état de faillite domiciliée dans cet État, et un codéfendeur domicilié dans un autre État membre. — Irrecevabilité de l'action contre la personne en état de faillite. — Compétence du tribunal saisi à l'égard du codéfendeur. — Cour de justice des Communautés européennes, 13 juillet 2006 (aff. C-102/05), note Étienne Pataut, p. 175.

Troisième Partie. — Documentation.

I. — Traités nouveaux de la France (relevé des textes publiés au *Journal officiel*).

Textes reproduits:

.....

II. — Lois, décrets et actes officiels français

Textes reproduits:

Immigration. — Loi n° 2006-911 du 24 juillet 2006 relative à l'immigration et à l'intégration, p. 190

Collectivités territoriales. — *Action extérieure.* — *Conventions transnationales.* — *Action humanitaire.* — Loi n° 2007-147 du 2 février 2007 relative à l'action extérieure des collectivités territoriales et de leurs groupements, p. 224.

Mariage. — Loi n° 2006-1376 du 14 novembre 2006 relative au contrôle de la validité des mariages, p. 224 et note Sabine Corneloup, p. 228.

III. — Communautés européennes

Textes reproduits:

Injonction de payer. — *Procédure européenne.* — Règlement (CE) n° 1896/2006 du Parlement européen et du Conseil du 12 décembre 2006 instituant une procédure européenne d'injonction de payer, p. 237.

IV. — Informations diverses.

Créance alimentaire. — *Recouvrement.* — Réponse du ministre, p. 253. — *Pluralité de nationalités.* — *Relations franco-belges.* — Réponse du ministre, p. 254. — *Comité français de droit international privé.* — Compte rendu des travaux de l'année 2005-2006, par M. le Conseiller Dominique Hascher, p. 255. — *Titres intermédiés.* — *Convention de La Haye du 5 juillet 2006,* p. 259. — *Académie de droit international de La Haye,* p. 269. — *Conférence de La Haye de droit international privé.* — *Nouvelles conventions (1951-1999).* — *État des signatures, des ratifications et des adhésions au 1^{er} mars 2007,* p. 270.

Quatrième Partie. — Bibliographie.

I. — **Livres.** — Cachard (Olivier), *Code maritime. Droit international et droits européens* (Horatia Muir Watt), p. 303. — *Europäisches Zivilprozeßrecht. Kommentar,* Thomas Rauscher (dir.) (P.L.), p. 304. — Henrich (Dieter), *Deutsches, ausländisches und internationales Familien -und Erbrecht – Ausgewählte Beiträge* (P.L.), p. 305.

II. — Revues.

.....

Revue critique de droit international privé



REDACTEURS EN CHEF
Paul Lagarde
Bertrand Ancel

REDACTEUR EN CHEF
Horatia Muir Watt

DA|LOZ